

## POUR UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE MODERNE

“Réflexions” a pour but d’inciter les progressistes à la réflexion. Les articles que nous publions sont des contributions pour en susciter d’autres. N’hésiter pas à nous écrire.

### Sommaire

P1 et 2. Quelle perspective politique en 2006 ? Ou va-t-on ?

P3. La CGT confédérale ou l’accompagnement ...

P4. Menaces sur la loi de 1905, P5. Nation, Europe...

P6 Classes sociales, P7. Technologie et luttes de classes.

P8. Ostracisme à l’égard du syndicalisme CGT dans la recherche

P9. Démocratie... P10 Si on exigeait d’Israël ? Dieudonné...

### Quelle perspective politique en ce début 2006 ?

En ce début 2006, pour comprendre la situation politique et être en mesure de proposer une stratégie politique qui réponde aux aspirations des femmes et des hommes de France et du monde, il est nécessaire de situer le cadre dans lequel nous vivons. En effet, nous sommes dans une phase nouvelle de l’Histoire. L’humanité est confrontée à une accélération du processus de mondialisation des échanges, processus de mondialisation qui se poursuit depuis des siècles et même plus, et qui est fondamentalement lié aux avancées des connaissances et à la maîtrise de nouvelles technologies. Par exemple, aujourd’hui l’informatique est un facteur essentiel pour l’accélération des échanges planétaires. Le Capital (et les dirigeants politiques qui le servent) utilise ce processus historique au mieux de son intérêt. Il joue de la concurrence mondiale pour baisser le prix du travail et la dépense publique dans les pays développés. Des entreprises se délocalisent ou menacent de se délocaliser en France comme dans les autres pays développés et font ainsi accepter des baisses de salaires ou l’accroissement de la durée du temps de travail. Les gouvernements participent à cette pression sur les revenus salariaux. Depuis vingt ans, en France, les gouvernements successifs font baisser le pouvoir d’achat des fonctionnaires et le gouvernement Villepin continue : 0,5 % en 2006 pour les salaires des fonctionnaires alors qu’il est prévu que les prix à la consommation augmenteront de l’ordre de 2 %. Ces deux dernières années, le gouvernement s’est aussi attaqué aux retraites et à la couverture santé. Maintenant, il s’en prend au Code du travail et veut accentuer encore la précarité. Il s’apprête à créer le Contrat Première Embauche pour les moins de 26 ans avec licenciement possible pendant deux ans sans nécessité de justification. Il réfléchit pour étendre, par la suite, ce dispositif à tous sans limite d’âge. En même temps le gouvernement s’efforce de faire baisser la dépense publique et finance la recherche avec les fonds issus des privatisations des entreprises publiques et de la vente du patrimoine immobilier de l’Etat.

Le développement de la recherche est assujéti au bradage du service public. Combien de temps cela durera-t-il ? La baisse de la dépense publique et le bradage du service public s’accompagne de cadeaux au patronat, à certaines professions libérales comme les médecins et aux salariés les plus aisés.

### L’attitude des partis politiques

La politique choisie par le gouvernement et l’UMP est sans ambiguïté : ils aident le patronat par tous les moyens à s’adapter à la concurrence mondialisée et « achètent » les couches sociales qui vont soutenir leur politique.

Le Front National et le restant de l’extrême droite continuent à jouer la carte du repliement national qui s’accompagne de thèses xénophobes et racistes sur lesquelles essaient de venir surfer Sarkozy et une partie de l’UMP. L’UDF a la même orientation que le gouvernement mais se cache derrière une critique sur la manière.

LCR, ATTAC, Verts, PCF (avec des contradictions et des oppositions internes) tiennent aussi un discours qui pousse au repliement et au refus du processus de mondialisation et des nouvelles technologies (OGM végétaux, nucléaire, nanotechnologies, ...). Ces partis et associations entretiennent l’illusion qu’il est possible de se mettre en dehors du processus de mondialisation et que les pays peuvent se développer séparément avec un peu de coopération. Cette gauche sans PS a structuré sur cette base le non de gauche au référendum sur la constitution européenne. Force est de constater aujourd’hui que cette démarche n’ouvre pas la route à une alternative politique cohérente et crédible. Le non de gauche représente au mieux 30 % de l’électorat et recouvre des divergences considérables sur le contenu à donner à une alternative politique : croissance ou décroissance, quelle politique de l’emploi, quelle place aux nouvelles technologies, quel modèle social, quelle Europe... ? Maintenant, ces organisations hésitent pour les échéances électorales entre un rassemblement de la

gauche non PS et un rassemblement avec le PS. Une grande partie d'entre eux vont participer le 8 février à une réunion avec le PS, réunion, laborieusement préparée, dont l'objectif annoncé est de discuter de la démarche pour préparer ensemble les élections présidentielle et législative.

Le PS a re-serré les rangs. Fabius et Emmanuelli ont adopté un profil bas et travaillent avec la majorité de ce parti. Le PS tente de regrouper autour de lui toutes les organisations dites de gauche avant même de débattre du contenu d'un projet politique.

### Les organisations syndicales

Les Organisations Syndicales sont confrontées à un patronat et à un gouvernement déterminés à faire plier les travailleurs en s'appuyant sur la concurrence mondiale et les partis de gauche n'offrent pas de perspective crédible de changement favorable aux travailleurs. Les Syndicats sont d'autant plus réticents à pousser à la lutte et ont une propension à se contenter de la négociation non appuyée sur des luttes donc dans un rapport de force défavorable.

La CFDT soutient de fait comme la CGC la politique gouvernementale. La FSU, l'UNSA et FO cherchent des compromis avec le gouvernement en essayant de préparer le terrain à un rassemblement de gauche sans pousser trop fort les revendications « pour ne pas gêner ».

La CGT est traversée par des contradictions sérieuses. La direction confédérale depuis des années fait dépendre le démarrage des luttes d'une unité de sommet en particulier avec la CFDT. Elle rêve d'un syndicalisme rassemblé qui établirait des liens forts entre les appareils syndicaux. Cette démarche a conduit la CGT à accepter des diagnostics partagés avec l'ensemble des « partenaires sociaux » dans l'espoir de

favoriser l'unité des appareils syndicaux. En fait, cette démarche ne favorise pas la mobilisation sur le terrain et permet parfois aux autres syndicats d'isoler la CGT comme pour le 31 janvier 2006. La base de la CGT reste attachée à une démarche fondée sur les revendications et à la construction de l'unité sur la base des luttes pour les revendications. Malheureusement, dans l'appareil, l'opposition à la direction confédérale est surtout accrochée à la défense du statu quo dans les entreprises et les administrations alors que la société a beaucoup évolué depuis 20 ans. Combattre le Capital, ce n'est pas dire non à toute réforme : il faut trier en fonction de l'intérêt des travailleurs.

### Construire un mouvement populaire

**Il faut parvenir à dégager une stratégie politique alternative à celle du pouvoir** visant à répondre aux aspirations populaires. Il nous semble que cela ne peut venir que de la montée des luttes. Ce début 2006 nous offre peut-être une occasion dans ce sens. La révolte des banlieues a montré la profondeur du mécontentement et même du désespoir d'une partie de la population jeune. Dans ce contexte, l'importance du chômage et l'acharnement du gouvernement à accroître la précarité avec le CPE, à baisser la dépense publique et les revenus salariaux, y compris ceux des fonctionnaires, peut favoriser un nouvel élan des luttes. Une alternative politique progressiste n'arrêtera sans doute pas la mondialisation des échanges, car c'est une conséquence des avancées technologiques, mais son rythme et les modalités d'adaptation des sociétés à ce processus historique ne sont pas fixés d'avance. Ils sont l'œuvre des pouvoirs politiques et économiques et doivent être imposés par un mouvement populaire conscient et puissant.

Réflexions

\*\*\*

## Où va-t-on ?

**Veux-t-on alimenter le terrorisme ?** On peut se le demander en voyant l'attitude de "la communauté internationale" vis à vis de la Palestine. On oublie simplement de dire qu'il y a bien d'autres pays dirigés par les islamistes avec lesquels les EU et les autres entretiennent de bonnes relations, la Turquie par exemple. Koffi Annan qui fait beaucoup pour mériter l'appellation, que certains lui donnent, de la "voix de son maître", exprime ses exigences vis-à-vis du Hamas, mais aucune vis-à-vis d'Israël !

Où va-t-on avec la campagne démente menée par les mêmes à l'encontre de l'Iran, alors que les Américains se préparent à produire des "mini-bombes atomiques", que la France menace avec sa bombe, qu'Israël accroît son armement nucléaire... Les mêmes veulent faire la leçon à l'Iran. N'est-ce pas la meilleure façon de rassembler le peuple iranien humilié autour du Président iranien Ahmadinejad... Une seule solution s'impose : le désarmement général et contrôlé.

Où va-t-on en cautionnant les caricatures du Prophète Mahomet publié dans la presse du Danemark, gouverné par une coalition avec le parti fasciste et en Norvège ? Le Monde ose écrire : "l'Islam est à nouveau face au défi de la liberté de conscience et d'expression" (Le Monde du 02 février), le lendemain un dessin de Plantu récidive gravement. Imagine-t-on en France, en Italie, en Espagne, au Portugal... de grossières caricatures du Christ... Imagine-t-on actuellement de grossières caricatures de Moïse ? Et qu'on ne nous sorte pas "la liberté d'expression de l'artiste" ( voir Dieudonné).

Fait-on tout du côté de la soi-disant "communauté internationale" pour humilier les peuples d'Islam ? Pour que Bush puisse crier à la lutte antiterroriste ?

La question est posée.

RM

## La CGT confédérale ou l'accompagnement de la politique du capital

**Le lundi 5 décembre**, au salon de l'aéro-club de France, Bernard Thibault est venu dialoguer avec les patrons de « croissance plus » sur le thème : « Entrepreneurs et monde syndical : quel dialogue possible pour répondre aux enjeux sociaux actuels ? ». Croissance plus est une association de 200 patrons de PME-PMI de haute technologie, appelons cela un groupe de pression. Pour en être membre, il faut avoir vu son chiffre d'affaires, son effectif ou sa capitalisation boursière doubler au cours des cinq dernières années. Quand on est secrétaire général de la CGT, on est censé défendre les intérêts des salariés. Le patronat n'est pas tendre en ce moment avec le salariat, les patrons de « Croissance Plus » militent pour la **flexibilité du travail** ( revalorisation du contrat de travail avec, entre autres, la création d'un « contrat de performance », fusion du CDD et du CDI, ou à défaut, l'élargissement du Contrat Nouvel Embauche aux PME, assouplissement des conditions de licenciements, contre des garanties accrues données au salarié, baisse significative des charges. ) (<http://www.croissanceplus.com>). Moins le salarié a de droit, plus la plus-value produite à ses dépens est importante. Dans ces conditions, le dialogue n'est pas possible, il ne peut y avoir qu'affrontement. Si dialogue il y eut, c'est que B Thibault n'a pas parlé des choses qui fâchent. Or, le journal les « Echos » ainsi que le Figaro qui relatent l'événement notent que si l'auditoire et B Thibault n'ont pas été d'accord sur tout (ouf!!), néanmoins les patrons ont été favorablement impressionnés par le conférencier qui leur a même reconnu la nécessité de faire des marges !! Le problème c'est que les marges se constituent au détriment des salariés qui sont considérés uniquement comme des coûts variables. Avec le couple Le Duigou, B Thibault, la CGT n'est plus dans une stratégie d'affrontement avec le capital, mais de ... confrontation.

\*

**Les salariés de la SNCM** et les traminots de Marseille n'ont pas bénéficié c'est le moins que l'on puisse dire de l'aide confédérale. Il était impensable, il y a quelques années de voir un secrétaire confédéral jouer le rôle de pompier des luttes sociales en allant discuter

seul et longuement avec le Premier ministre pendant un conflit dur, sans être accompagné d'une délégation des intéressés (SNCM). Il semble qu'André Bergeron ait trouvé, en Bernard Thibault, un successeur.

\*

**Après la grande manifestation unitaire** du 4 octobre, qui avait rassemblé beaucoup de monde (moins tout de même que celle de mars), les salariés, mais aussi les militants CGT attendaient impatiemment la suite, sinon le 4 devenait un "baroud d'honneur". Octobre, rien, novembre rien ! Ah, si : fin novembre le Secrétaire général de la CGT s'est senti obligé de lancer l'idée d'une journée d'action fin janvier ! Après une attente prolongée, "sœur Anne" "(CFDT ET les autres) n'étant pas venus, le bureau confédéral a été contraint de fixer une date pour une "action nationale inter professionnelle, le 31 janvier. Jusqu'au 31 janvier, un flou impressionnant va régner sur les mots d'ordre revendicatifs, et les modalités d'action. Toujours dans l'attente des "autres" ! En vain ! Pire, l'Ugff-CGT avec la CFDT et autres fédérations de la Fonction Publique. appelle à une "grande manifestation unitaire de la Fonction Publique"...pour le 2 février. Ce qui n'empêche pas la CFDT de signer un mini-accord avec le gouvernement avant le 2 février. Ce n'est pas tout ! Avant le 31, est annoncée une "grande manif unitaire" CGT, CFDT, ...), le 7 février, contre les "Contrats première embauche" de de Villepin, manif à laquelle se joint "la gauche unie" qui prépare les élections de 2007. Évidemment dans ce contexte, la manif confédérale du 31 janvier a eu peu d'écho ! Mais ne l'a-t-on pas recherché ?

**C'est ça le syndicalisme rassemblé de la direction confédérale ?**

**Voilà qui mériterait un intense débat au prochain congrès confédéral et un changement de stratégie...si les choses ne sont pas verrouillées, ce qui est loin d'être sur.**

G R

\*\*\*

### Perplex

"Ripostes", ces jours derniers sur Arte. Un débat sur les jeunes face à la précarité. Y participent un membre des jeunes socialistes, un des jeunes UMP, un sociologue, un représentant d'Emmaüs ... et une jeune femme. Celle-ci est stagiaire. Elle participe au débat, masquée. Est-ce par crainte d'être licenciée ? Et la liberté d'expression si vantée par certains en ce moment ?

REFLEXIONS POUR UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE MODERNE. PERIODIQUE TRIMESTRIEL

N° 49 – décembre 2005 - prix 3 euros- Abonnement 4 numéros 10 euros.

Directeur de publication : Françoise Courtin. Rédaction : Gilles Mercier

Imprimé dans nos locaux, 8 rue Hélène Boucher 94320 Thiais

Commission paritaire 74977. N° ISSN 1249.1012

Adresser la correspondance à Gilles Mercier 10 rue Champollion 94400 Vitry-sur-Seine

[miquelmercier@free.fr](mailto:miquelmercier@free.fr)

Si vous le souhaitez envoyez nous votre mail.

# Les Menaces sur la Loi de 1905 Peuvent Avoir de Graves Conséquences

**À l'occasion des débats à propos du « voile islamique »** puis lors du centenaire de la loi de 1905 instaurant la séparation de l'Eglise et de l'Etat, des personnalités se sont prononcées pour le toilettage de la loi de 1905. Elle devrait, selon eux, être modernisée pour s'adapter au monde d'aujourd'hui. Sarkozy a contribué à cette charge avec d'autres hommes politiques et des personnalités musulmanes et catholiques. Quand on examine de près les déclarations des partisans du toilettage de la loi de 1905, on constate que derrière les problèmes de formes comme la liberté de choix de ses vêtements et l'enseignement de l'histoire des religions, c'est le contenu même des programmes scolaires qui est visé. L'enjeu est idéologique et ne se limite pas à la question religieuse. La religion n'est que le cheval de Troie d'une volonté de soumettre l'enseignement aux objectifs des forces politiques dominantes. Derrière la reconnaissance du fait religieux à l'Ecole, certains espèrent amener d'autres changements en profitant du communautarisme qui gagne du terrain en France et qui est très fort dans des pays comme la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Aux Etats-Unis, les courants fondamentalistes chrétiens s'en prennent à l'Enseignement de l'évolution en biologie dans les établissements scolaires. En France, les forces réactionnaires ont choisi le terrain de l'Histoire pour glisser leur idéologie en profitant de la contestation ouverte par certains religieux musulmans et catholiques sur le non-respect de la pluralité qu'imposerait la laïcité alors que c'est tout le contraire. Ainsi, les parlementaires UMP et UDF ont tenté d'imposer à l'Enseignement leur vision de la colonisation. Devant les protestations, J Chirac vient de décider d'abroger l'article de loi incriminé. Mais ce n'est pas fini, d'autres tentent de mener une opération similaire pour imposer une analyse particulière de l'histoire du mouvement communiste au niveau européen. Ce n'est pas au pouvoir politique d'écrire l'histoire, c'est une conception extrêmement dangereuse qui peut nous emmener dans des dérives idéologiques et il faut préserver la loi de 1905 qui est une garantie pour les libertés. Ceux qui critiquent la loi de 1905 comme une

loi voulue par la bourgeoisie contribuent à justifier sa remise en cause qui ne peut profiter qu'à ceux qui ont le rapport de force en leur faveur. Ce n'est pas une démarche juste. En plus aujourd'hui le rapport de force n'est pas favorable aux progressistes. Utiliser la loi pour fixer la vérité historique est toujours condamnable même quand c'est au nom de valeurs de justice et de progrès. Condamner le racisme, la xénophobie, l'esclavage, les génocides c'est juste et indispensable, mais comme le fait la loi Gayssot, décider que les éléments retenus par le tribunal de Nuremberg en 1945 comme crimes contre l'humanité ne peuvent être réexaminés sous prétexte de révisionnisme, c'est exclure de la recherche historique ce moment de l'histoire. D'ailleurs, le crime de Katyn (assassinat en masse des officiers polonais) attribué à Nuremberg à l'armée allemande n'a pas résisté à l'épreuve du temps, et il a bien fallu reconnaître que c'est l'armée rouge qui en est responsable. Il faut avoir le courage de dire la dérive que représente la loi Gayssot, sinon nos adversaires idéologiques finiront, au nom de la même logique, par faire reconnaître des actes des mouvements révolutionnaires comme des crimes contre l'humanité et empêcher les recherches historiques à ce sujet. Attention aussi à ne pas dériver avec l'esclavage. L'esclavage a été une pratique à certaines époques de tous les états y compris des royaumes africains pendant des siècles et même des millénaires. Cela a été un mécanisme de développement. Il faut pouvoir l'étudier sans restriction.

**On le voit, la remise en cause de la loi de 1905 ouvrirait la route à de nouvelles pressions idéologiques pour asservir encore plus le contenu de l'Enseignement aux conceptions politiques de ceux qui dirigent le pays. La recherche en subirait des dommages collatéraux graves en particulier pour le champ historique, mais d'autres champs scientifiques peuvent être touchés comme le montre ce qui se passe pour la biologie aux Etats-Unis. Jusqu'où peut aller ce genre de dérive politique, je me le demande et cela m'inquiète.**

Michel Pierre

---

## Perplex

**Intéressant** le débat à l'Assemblée nationale lors du vote de la loi sur le CNP (Contrat 1<sup>er</sup> embauche). Certes, on s'est agité à gauche, PS et PCF. Mais si on faisait attention, on s'apercevait qu'il n'y a pas de fossé quant au fond entre les positions de l'UMP et celles du PS. En fait, au cœur des propositions du PS (contrat sécurité formation, rétablissement des emplois-jeunes), c'est toujours la précarisation de l'emploi. Pas de quoi s'étonner d'ailleurs puisque au pouvoir, les socialistes ont beaucoup œuvré pour la précarisation de l'emploi : les TUCS (les TUCS, c'est du toc criait-on dans les manifs), les SIVP, les CES et pour finir avec les emplois jeunes qui portaient un grave coup à l'emploi dans la Fonction publique. Alors, la stratégie "d'union d'une gauche à gauche", ça tient pas la route, un exemple de plus !

## Nation, mondialisation, Europe (1),

Nation, mondialisation, Europe sont trois réalités dont tout programme communiste doit, selon moi, assurer aujourd'hui la prise en compte simultanée, à la fois *critique et positive*. Mais il s'agit d'une matière complexe que je ne peux traiter en un seul papier. Un rappel historique m'est indispensable.

Lorsque le PCF s'est lancé, il y a 40 ans, dans la bataille du programme commun, la nature et la puissance du mouvement de mondialisation de l'époque lui avait échappé. Nous pensions maîtriser ce mouvement et nous l'avons pris dans les dents. Nous n'avons pas su élaborer la stratégie et les actions adaptées à cette situation. Nous avons négligé toute réflexion approfondie sur l'Europe, sauf à nous satisfaire de propos vagues sur la lutte des peuples et des classes. Telle fut, à mon avis, la carence communiste la plus décisive du moment.

Le PS de son côté est un parti du « fil de l'eau ». La flexibilité de son idéologie comme de sa pratique réformistes l'ont conduit à rejeter le programme commun. Car il n'avait pas anticipé, non plus, la mondialisation. Mais n'étant pas anticapitaliste, il évolua dans deux directions : 1) Ses dirigeants fixèrent leur cap sur une Europe capitaliste devant résoudre en imagination les difficultés populaires, et ils retrapolèrent au plan national les conséquences de leur engagement européen ainsi défini. 2) Ils fonctionnèrent, c'est bien connu, comme parti *attrape-tout*, se donnant des buts susceptibles de satisfaire telle ou telle fraction de l'opinion, mais sans toucher au système. Ils ont alors, c'est le paradoxe, bénéficié politiquement des effets négatifs de la mondialisation, qui en était à ses débuts. L'idée s'est établie

selon laquelle il y avait d'inévitables perdants de la mondialisation (le Valenciennois, par exemple). Pour les autres parties de la population, la modernité, conduite par les socialistes, serait gagnante. Le PS a su capter l'espérance qui s'est alors développée en même temps que la mondialisation faisait craquer le tissu de la société française. Il l'a canalisée conformément à son être politique, sur des bases à courte vue, en s'aidant de manipulations dangereuses (Le Pen).

Les années 1990 et jusqu'à aujourd'hui ne sont toutefois pas les années 1980. Car, la mondialisation du capitalisme a produit des effets néfastes, accentués et étendus. Il s'en est suivi un bouillonnement social, modeste mais certain, qui contribua à mettre en lumière deux problèmes. Le premier concerne le PS. Il tient à ce que l'agenda suivi par les socialistes au cours des années 1980 est entré dans la phase de ses rendements rigoureusement décroissants. Ce parti ne dispose toujours pas d'une analyse et d'une stratégie qui soient à la fois autonomes du capitalisme et à la hauteur des événements. Il continue pourtant de disposer d'une part du « marché politique ».

Le deuxième problème a trait au PCF. Ce parti n'a pas été non plus capable d'accoucher d'une conception pertinente du capitalisme mondialisé et du processus européen. Mais, poussé par le mécontentement populaire toujours présent et actif au sein du mouvement syndical, les dirigeants de cette organisation ont conçu une stratégie supposée « salvatrice » de leurs insuffisances. Il s'agit, pour le PCF, de laisser descendre en lui *l'esprit saint* des mouvements sociaux, celui en premier lieu du mouvement altermondialiste,

capable de revendre au PCF une idéologie de remplacement de son absence de compréhension de la mondialisation. Le PCF deviendrait alors le parti *coordonne-tout* de l'ensemble *attrape-tout* des mouvements sociaux, sollicités 1) pour qu'ils lui fournissent son argumentation et 2) qu'ils se rangent sous sa bannière lors de négociations *avec le PS*. À quelques poils près, cette stratégie est structurellement celle du PS des années 1980, revue à gauche. Mais elle est évidemment vouée à l'échec, car elle manque de cohérence, de consistance et de perspectives.

En bref, selon mon interprétation, les communistes, depuis plusieurs décennies, ont été globalement dominés par la mondialisation capitaliste, tant au plan théorique que pratique. Leurs travaux sur ce point ont commencé autour des années 2000. Les dirigeants du PCF sont encore aujourd'hui sous le coup de cette domination, que la stratégie de *mouvementologie sociale*, fort heureusement en recul, ne permettra pas de surmonter. On comprend dès lors deux réactions majeures contre elle. 1) Réaffirmation du PCF comme parti révolutionnaire indépendant des autres organisations démocratiques, 2) Réaffirmation du rôle primordial de la nation, comme cadre de la lutte des classes. Le premier point est excellent et ne soulève pas de difficultés de principe. Il nous semble que le deuxième doit être réfléchi. Dans une prochaine rubrique, on examinera ce point en rapport avec la mondialisation et l'Europe.

Jean-Claude Delaunay

## Classes sociales: Les enjeux d'un débat

**La disparition du concept de classes** de la dynamique sociale mérite clarification et débat. Deux arguments justifient son éviction.

1. Liées à la société industrielle, les classes auraient disparu avec elle, remplacées par d'autres formes d'associations d'individus, aux intérêts plus diversifiés s'exprimant dans des conflits pacifiés. Les raisons en seraient l'existence d'une vaste classe moyenne et les nombreux changements intervenus, qui mettraient à mal l'interprétation marxiste de la division de la société en deux classes opposées antagoniques.

2. On rencontre des associations avec leurs pancartes. En revanche, la catégorie marxiste de classe manque de visibilité. On lui reproche aussi d'être trop globale, de postuler un recouvrement quasi-parfait entre la théorie de l'action collective et la théorie des systèmes, alors qu'on observe l'absence de correspondance entre situation de classe et conscience de classe.

Ces remarques renvoient à deux façons d'analyser la société et ses conflits : l'une met l'accent sur la domination au cœur de tous les rapports entre les hommes, l'autre sur l'exploitation, forme historique d'un rapport social, le capitalisme, induisant des formes spécifiques de domination. Dans le cas de la domination, l'action collective vise à en transformer les termes, sans chercher à prendre le contrôle de la société dont elle ne produit aucune analyse. Elle constitue le fondement de ce qu'on appelle le « mouvement social ». L'analyse des classes situe la domination dans l'organisation sociale, à savoir, la propriété privée des moyens de production.

Il est difficile, actuellement, de nier que la propriété privée des moyens de production donne le pouvoir de délocaliser, de licencier, d'orienter la société, de globaliser l'exploitation et la domination..

**Autrefois**, l'exploitation s'opérait au sein de l'entreprise industrielle. L'industrie, principal lieu de production des richesses capitalistes, a décliné en importance. La création des richesses déborde de son cadre. Elle nécessite de nombreux services en amont, en aval et au cours de la production. À côté de la classe ouvrière, ont émergé les catégories liées à la gestion et à l'organisation des entreprises. De nombreux services deviennent des sources de profit. D'où la tendance à la privatisation des services publics, à la création de nouveaux services aux entreprises et aux particuliers. C'est ainsi que se sont développées les catégories d'ingénieurs, de techniciens et d'employés, de tous niveaux. De profondes modifications ont lieu au sein de la population active : les agriculteurs en représentent actuellement moins de 5%, les ouvriers moins de 27%, les personnels des services (cadres et employés), 70% environ, en 2005. La plus importante réside dans l'extension du salariat (85% de la population active).

**Aujourd'hui**, le fonctionnement du capitalisme porte atteinte aux intérêts de la grande majorité du salariat : du côté du travail (salaire, conditions de travail, précarité, délocalisations et chômage) et du côté de la consommation (restriction des dépenses sociales, privatisation des services publics). Le salariat présente ainsi une communauté de situation. Cela ne suffit pas à le définir en tant que classe. Il occupe des positions plus ou moins proches de la production des richesses matérielles ou immatérielles. Par rapport au prolétariat décrit par Marx, il comprend des personnes possédant une propriété privée (logement principal et maison secondaire), des livrets d'épargne, des revenus du capital (actions, obligations, épargne d'entreprise). Seule une infime minorité peut en vivre. Les revenus et leur nature pèsent sur les aspirations à une rupture avec le capitalisme. Pour éviter d'en réduire les niveaux d'exigences objectives à des slogans, il importe de mettre en évidence quelques aspects essentiels de l'évolution de la société. S'il y a une généralisation de la pauvreté, il y a aussi une grande création de richesses. Le travail des services, l'organisation de l'économie en réseaux, leur taille, les formes de gestion, favorisent des identités individuelles.

**La classe ouvrière** contribua à l'installation de la société industrielle. Par ses luttes, elle ouvrit la voie au développement des services collectifs (logement, santé, éducation, sécurité). Elle imposa les formes institutionnelles répondant au développement de l'économie (nationalisations). Elle ne fut jamais homogène ni majoritaire, mais ses revendications rencontrèrent les nécessités objectives de la société industrielle et de la Nation,

**Le salariat** ne peut se transformer en classe que s'il a conscience de ses intérêts face au capitalisme. Seule une organisation de classe peut la produire par la conscientisation de la pratique. La classe est une formation sociale et culturelle, résultant de processus qui ne se révèlent que dans le cours d'une longue période historique. Pour l'analyser, il convient de distinguer des constantes critiques. La société de services fonctionne sur le support des Techniques de l'Information et de la Communication. Sa gestion capitaliste est inefficace face à la socialisation des besoins et des forces productives. Les technologies modernes nécessitent des coopérations humaines, économiques et financières. La globalisation de l'économie dans les termes capitalistes met en danger la planète tout entière, par les conflits qu'elle crée et les destructions qu'elle suscite.

**Même si la Nation** se révèle trop étroite pour contenir ces évolutions, le territoire national demeure le lieu d'ancrage des luttes, rendues possibles par une histoire et une culture communes. L'existence d'un salariat, doté d'une forte conscience nationale de classe, devient le fer de lance et le garant d'un internationalisme fort.

## Technologie et luttes de classes

**La décision de la Chine** d'autoriser la commercialisation de riz transgénique dès 2006 constitue un tournant décisif dans l'expansion des cultures de plantes génétiquement modifiées. La production à terme de 100 millions de tonnes de riz génétiquement modifié aura un impact majeur sur l'acceptation des OGM pour l'alimentation humaine et animale non seulement dans le continent asiatique mais aussi dans le monde entier. Un bilan rapide de l'utilisation des OGM depuis 1996 permet de constater que leur culture augmente de 15 à 20 % par an, ce qui est sans précédent dans l'histoire de l'agriculture. 85 millions d'hectares sont actuellement cultivés dont 35 % dans les pays en voie de développement, 90 % des paysans soit 7,5 millions qui utilisent des semences OGM sont des paysans des pays en voie de développement. D'ici 2010, c'est plus de 150 millions d'hectares (soit 1/10 des terres cultivées) qui seront couverts d'OGM. Les semences OGM ne sont pas une technologie imposée dans le cadre d'un rapport social de subordination, mais une marchandise. C'est-à-dire que leur acceptation par la société dépend uniquement de leur valeur d'usage, de leur capacité intrinsèque à répondre à un besoin social. Manifestement, ces semences doivent présenter une valeur d'usage nettement supérieure à leurs équivalents classiques, ceci d'autant que leur valeur marchande est supérieure. Leur avantage est tel que compte tenu de leur prix, elles sont l'objet d'un marché parallèle. La décision des autorités chinoises découle des conclusions de l'étude menée pendant deux années par 300 petits producteurs sur deux variétés de riz résistantes à un insecte ravageur.

### Un verdict sans appel

Le verdict est sans appel ; amélioration de la productivité et surtout très forte réduction (80 %) de l'usage d'insecticides avec une très forte réduction des troubles physiologiques liés à l'épandage de ces insecticides. Les pertes occasionnées par les insectes ravageurs sur les récoltes de riz se montent pour la Chine à 5 milliards de dollars malgré 1 milliard de dollars épandus en insecticides. La commission parlementaire sur les OGM a permis de mettre en lumière les dégâts considérables causés dans notre pays par les arrachages. L'INRA et le CIRAD ont quasiment abandonné toute recherche dans ce domaine. Mais ces recherches se font en dehors de l'Europe. Des plantes résistant à la sécheresse, à des conditions de salinité élevée, ou qui fixent l'azote sont en cours de validation. Elles sortiront des laboratoires dans quelques années et leurs avantages seront tels qu'elles ne pourront qu'être commercialisées. Mais ce seront les entreprises étrangères qui les produiront et notre agriculture en sera totalement dépendante. Comment l'Europe et la France pourraient-elles durablement rester à l'écart de cette technologie ? Les 1000 hectares de maïs transgénique cultivé en France prouvent que les agriculteurs français sont loin d'être anti-OGM et sont par la même la preuve

du caractère vain et pitoyable des destructions des cultures transgéniques.

### Impossible de rester à l'écart

Il est impossible de rester à l'écart du développement des forces productives. Les organisations anti-OGM sont toutes sans exception antinucléaires. Au Forum social mondial de Bombay de 2004, les nanotechnologies ont été présentées comme une arme supplémentaire des multinationales pour dominer le monde ! La science n'est pas libératrice par elle-même, ce sont les conditions d'intégration de la technologie dans le processus social de production qui peuvent constituer des enjeux de lutte. Les OGM comme les plantes classiques peuvent servir toutes les stratégies économiques. Le problème n'est plus pour ou contre les OGM, mais comment ils doivent être gérés. Il est significatif que la classe ouvrière, c'est-à-dire les salariés producteurs de biens matériels, soit absente des mouvements anti-technologie. Les métallurgistes n'ont jamais lutté contre l'introduction des machines à commandes numériques qui renvoyaient les machines-outils au musée. Ces mouvements anti-technologie sont similaires à ceux des Canuts de 1830 et des Luddites anglais de 1807 qui luttaient contre l'introduction de la production capitaliste et de son exploitation par la destruction des métiers à tisser. Le mouvement anti-OGM est l'expression détournée d'une protestation contre la gestion capitaliste de la société. Le capitalisme est un système de développement des forces productives basé sur l'exploitation du salariat. Cette exploitation est le rapport social fondamental par lequel les capitalistes accaparent la plus value, c'est-à-dire la valeur créée par les salariés pendant la durée du travail pour laquelle ils ne sont pas rémunérés, et par lequel ces derniers sont placés dans une situation de ne jamais disposer de la maîtrise de leur travail ni de ses résultats. La production du maximum de plus value par l'accumulation du capital au détriment de la force de travail génère toute une série de contradictions qui sont à l'origine de la crise structurelle que nous vivons depuis la fin des années 70. La financiarisation de l'économie prend sa source dans la diminution du taux de profit et dans la volonté du capital de le restaurer en économisant sur la force de travail et en ponctionnant sur la valeur ajoutée produite par les entreprises et non dans un diktat de l'OMC. La « définanciarisation » c'est-à-dire la réorientation des entreprises vers des activités de production et de services ne peut que résulter des changements des critères de gestion des entreprises imposés par les luttes et par les modifications des taux d'intérêt et des critères d'attribution du crédit et non de l'accumulation de taxes. On ne vend que ce que l'on produit, les rapports de forces au sein de l'OMC dépendent de la puissance économique de chaque pays, c'est-à-dire des stratégies des entreprises productrices de biens et de services, qui sont déterminées par leur taux de profit. Le libéralisme (néo ou ultra) n'a pas grand sens, ce qui détermine l'orientation sociale de l'économie c'est-à-dire

l'utilisation de la plus value générée au niveau des entreprises et de la nation, c'est le niveau d'accumulation du capital et les luttes. Le rôle de l'Etat est d'aider à l'accumulation du capital en asservissant encore plus le salariat au patronat et en diminuant toutes les dépenses qui contribuent à restaurer la force de travail. C'est ce à quoi ont travaillé tous les gouvernements quelles que soient les coalitions politiques au pouvoir depuis 1983.

Refusant de voir les raisons de la crise dans la nature même du rapport de subordination sociale institué par le capitalisme, c'est tout naturellement que les anti-OGM,

qui ne raisonnent pas en termes de lutte des classes, font de la technologie une arme de domination sociale. L'enjeu de la lutte des classes est la production des richesses et leur utilisation sociale, combattre la technologie en tant que telle, vouloir revenir à des rapports pré-capitalistes d'organisation de l'agriculture c'est fourvoyer le mouvement de lutte pour le plus grand bénéfice des forces dominantes.

Gilles Mercier

## L'ostracisme de la presse à l'égard du syndicalisme CGT dans la recherche

**Quand il s'agit** d'écrire sur la recherche, la presse ne connaît que le syndicalisme FSU (SNCS, SNES-SUP) ou Sauvons La Recherche (SLR). Le SNTRS-CGT syndicat inter catégoriel qui est le premier syndicat à l'INSERM et au CNRS et dont l'influence est en progression constante ne bénéficie pas du même régime. Des citations de ses responsables sont parfois reprises mais toujours en parallèle avec celles des dirigeants FSU et de SLR. Récemment, le quotidien l'Humanité a fait très fort. Dans son numéro spécial sur les pôles de compétitivité, il a interviewé les responsables du SNCS-FSU, de SLR, et Marc Lipinski chercheur élu vert vice-président du conseil régional d'Ile de France concernant les liens recherche fondamentale-- recherche industrielle alors que ces organisations ne sont nullement représentées dans les entreprises et pour cause. Ainsi le SNTRS-CGT, l'UGICT et la confédération CGT ont été délibérément oubliés, alors que, par leur champ de syndicalisation, elles représentent la recherche publique, la recherche industrielle et les entreprises ! Pourquoi un tel ostracisme ?

Il y a plus de 10 ans, René le Guen et Michel Laurent son second ont tout fait ce qui était en leurs moyens pour empêcher la syndicalisation des chercheurs à la CGT. Ah l'indépendance du syndicalisme ! Les travailleurs productifs, à la CGT, les non productifs dans l'autonomie, surtout quand ils sont fonctionnaires ! Pour les dirigeants du PCF, les chercheurs scientifiques devaient rester à la FEN ! Depuis de l'eau a coulé sous les ponts, la CGT s'est fait une place chez les chercheurs, l'organisation CGT des chercheurs a rejoint celles des Ingénieurs, Techniciens, Administratifs. Pour la direction du PCF, un syndicalisme CGT dans lequel les chercheurs sont à la même place que ceux qui exercent des fonctions d'exécution ne peut se concevoir. Les cadres A de la Fonction publique sont considérés comme les valets du capital et doivent donc être sous la tutelle des fonctions d'exécution ou dans un syndicalisme spécifique des catégories salariales considérées comme réformistes par nature. Il est hors de question de donner la parole et par là même de valoriser une organisation syndicale qui prend à contre-pied toute une conception ouvriériste sur laquelle s'est bâti le mouvement de lutte et qui est fondamentalement responsable du marasme dans lequel il se trouve.

G M

## Perplex

**J'ai lu dans le monde** un petit article mi-plaisant mi-sérieux sur William Blum, "un auteur obscur jusqu'à ce que le chef d'Al-Qaida cite son livre dans sa dernière cassette diffusée par Al-Jazira, le 19 janvier 2006". Du coup le titre a bondi de la 205760<sup>e</sup> position à la 26<sup>e</sup> sur le site Amazon ! Vous connaissez W. Blum ? Jusqu'à ce jour, je n'en ai jamais entendu parler. Ainsi, voilà quelqu'un qui a écrit un livre qui atteint la notoriété et dont on n'a guère parlé dans les médias.

Le livre à pour titre "Rogue State" (l'Etat voyou). "C'est une recension de tous les "crimes" américains. (les guillemets ne sont pas de moi). Le livre est paru en 2000, sans avoir été remarqué", écrit la correspondante du monde à Washington. On est en 2006 ! Vous imaginez les pressions exercées, en haut lieu, pour maintenir le livre sous le boisseau ? Après sa citation par Ben Laden, les médias américains ont téléphoné à W. Blum pour recueillir sa réaction horrifiée. "Le pire, c'est qu'il était content". Hélas, ce livre intéressant, ne sera pas réédité ! L'éditeur est très pauvre. C'est ce qu'on appelle en Occident la liberté de presse. Et pourquoi n'est-il pas traduit en français ?

\*



## Démocratie, démocratie, démocratie ...à l'américaine !

### **Certes, les Etats-unis sont "un modèle de démocratie"** comme se plaisent à le dire certains.

Tous les 4 ans, les Américains peuvent choisir librement leur Président après un "cirque" électoral très coûteux, payé pour l'essentiel par pétroliers et grands trusts. Avec l'énorme machine électorale mise en marche, vous imaginez combien il est facile d'être élu si vous n'êtes pas agréé par eux.

Les Américains sont contents de leur système électoral, c'est leur affaire.

Le problème est qu'ils ne se contentent pas de le vanter, ils veulent exporter la démocratie ...quand ça les arrange. Entendez par là exercer leur hégémonie dans le monde en arguant de la démocratie. Si le thème est toujours le même, les moyens sont différents.

En Irak, il fallait chasser l'ignoble Saddam Hussein... qu'ils avaient soutenu avec leur "amis" occidentaux, la France en particulier, jusqu'à la première guerre du golfe. Avec la deuxième, certains "amis" (la France en particulier) ont un peu grincé des dents, mais ça c'est vite arrangé. Les EU ont abandonné le prétexte des ADM, insoutenable, pour celui de la défense de la liberté et de la démocratie...pour les irakiens évidemment.

Eu guise de liberté et de démocratie, ça a été (c'est toujours) **l'Horreur** : les massacres (Falloudja), la torture (Abou Graïb), les attentats meurtriers, la fin de l'unité irakienne.

Mais enfin le pétrole coule dans les pipe-lines. Saddam va être "jugé" au cours d'un procès truqué par les américains avec la complicité des "potes" y compris la France qui a réintégré le bercail.

En Afghanistan, il fallait chasser les "affreux" Talibans, délivrer le peuple afghan, libérer les femmes afghanes, établir la démocratie.

De concert avec les "amis" occidentaux, on, a bombardé, massacré, torturé... et établit un régime "démocratique", sauf que "les seigneurs de la guerre" règnent comme avant. Ils sont même presque tous élus députés. Le sort des femmes afghanes n'a guère évolué. La production et le trafic de l'opium se sont envolés. Et les morts s'accumulent, la misère et la corruption règnent ;

En Yougoslavie, il fallait abattre le dictateur Milosevic (qui avait d'ailleurs été élu démocratiquement, empêcher l'épuration ethnique aux dépens des kosovars albanophones. L'OTAN a bombardé. Milosevic est en prison (où en est son procès ?). La Serbie est certes plus docile, mais pas encore assez. Le Kosovo risque cette fois l'épuration ethnique aux dépens des kosovars d'origine serbe. Il y avait 20% de serbes auparavant, il n'en reste guère que 5 % après, terrorisés et enclavés.

En Ukraine, les EU et l'UE sont intervenus pesamment avant et pendant la campagne électorale pour faire élire leur poulain. ;En Ukraine, il y avait beaucoup d'ONG qui combattaient pour la démocratie.... Mais, en fait beaucoup étaient infiltrées par la CIA. Le résultat est que la corruption a succédé à la corruption, la confusion règne et les EU sont inquiets.

À Haïti, Aristide, jusqu'alors protégé par les EU et la France était devenu un dictateur gênant et surtout indocile. Les deux "potes" EU et France l'enlèvent, installent un autre à sa place, plus docile. Résultat, c'est une pagaille épouvantable et sanglante. Pauvre Haïti qui a subi Duvalier et les tontons macoutes. avec la bénédiction des EU.

En Amérique latine, la "démocratie américaine" soutient ceux qui lui sont dévoués ? Et trafiquent pour éliminer ceux qui traduisent l'aspiration de leur peuple à l'indépendance de leur pays vis-à-vis des EU. Depuis des décennies, Cuba était seul à affronter l'ire des Etats-unis qui soutiennent avec beaucoup de dollars les exilés cubains et imposent à Cuba, depuis des décennies, un embargo injustifiable ; pourtant depuis l'indépendance fictive de Cuba en 1901 jusqu'à la libération par Fidel Castro, des hommes corrompus et dictatoriaux aux mains des Américains (le sinistre Batista était le grand protégé des EU) dirigeaient le pays. Cela ne gênait pas les défenseurs des libertés. Le Venezuela, la Bolivie... ne sont plus en odeur de sainteté depuis qu'ils essaient de s'émanciper de la domination américaine.

Quant à la Syrie, c'est le tintamarre franco-américain pour la démocratie et le respect de la résolution 1559. Le régime syrien n'est pas démocratique pas moins que celui d'Egypte pourtant grassement subventionné par les EU.

### **La France joue le rôle de soutien de plus en plus inconditionnel des EU.**

Quand je dis la France, il ne s'agit pas seulement de Chirac et de Sarkozy. On n'entend guère Hollande, Ségolène Royal, Fabius...se différencier de ceux-ci en politique internationale.

Des organisations aussi peu antiaméricaines qu'Amnesty International et Human Right commencent à interpellier les dirigeants américains.

### **Pourquoi pas nous ?**

René Malzieu

## Perplex

**Reporters sans frontières (ONG)** a changé sa cotation de jugement de la liberté de presse pour Israël : les territoires occupés ne sont pas pris en compte pour Israël mais pour l'Autorité Palestinienne, ce qui fait grimper la cote d'Israël. qui revient dans "la norme démocratique".

**Procès Saddam Hussein** Quand le criminel accusé devient accusateur ? Pas difficile quand le dit criminel a été manipulé par celui qui prétend le juger ! Les comptes rendus sont différés et censurés par les américains. Le président de la Cour est changé. La France avale la couleuvre.

## Palestine : et si on exigeait d'Israël...

**Le Hamas doit faire ceci, le Hamas doit faire cela. Quel cinéma ont fait (et continuent de faire) les E.U, l'UE, l'ONU, le Quartet, après le vote démocratique des Palestiniens. Dès avant les élections, d'ailleurs les menaces n'avaient pas manqué : si le Hamas rentrait au gouvernement, on coupait les "vivres", affirmaient les EU et l'UE. Las, il est rentré en majorité au Parlement ! Ce serait drôle, si ce n'était pas affligeant. Et d'affirmer les exigences de la "communauté" internationale". Renonciation à la violence, reconnaissance d'Israël, acceptation de tous les accords signés par l'Autorité Palestinienne. C'est aux Palestiniens de voir ce qu'ils font de ces exigences. Mais rien n'empêche de donner un avis.**

**Il est vrai que l'UE et les EU ont donné beaucoup d'argent à l'Autorité Palestinienne. Mais pour en faire quoi ? Acheter sa docilité ? Lui permettre de l'utiliser à la corruption à grande échelle. Si les Palestiniens voyaient, à l'œuvre, les organisations caritatives du Hamas, ils voyaient, par contre, le train de vie de responsables de l'Autorité Palestinienne et la distribution de crédits et de places aux éléments dociles. Ils ont mal ressenti la docilité du FatAh vis-à-vis des EU de l'UE et du Quartet. Remarquons que Kofi Annan exige sans arrêt des Palestiniens qu'ils mettent fin à la violence, mais il est particulièrement muet sur ce que doit faire Israël ! Si on exige beaucoup des Palestiniens, on n'exige rien d'Israël qui ne respecte aucune décision de l'ONU !**

---

### Dieudonné, le droit à l'expression ou deux poids, deux mesures

**En ce moment**, dans les médias n parle beaucoup du droit à la liberté d'expression, à propos des caricatures de Mahomet. J'ai écrit ce que je pensais de ceux qui contribuent à provoquer les musulmans (voir "où va-t-on dans ce N°). Il est évident que si on commence à porter atteinte à la liberté de l'artiste, où s'arrêtera-t-on ? Pourtant le problème vaut qu'on y réfléchisse. Rappelons nous le sort de Dieudonné qui, dans un sketch à la télé, caricaturait des extrémistes religieux israéliens et terminait son numéro par un Heil Isarël, le bras tendu comme le faisaient les soldats allemands avec leur "Heil Hitler" ou les Romains avec leur "Ave César". On peut trouver le numéro nul. Mais cette caricature n'attaquait pas l'ensemble des Israéliens mais une minorité fanatique, ni les juifs dans leur ensemble, ni la religion juive. Au contraire les caricatures de Mahomet ne s'en prennent pas qu'aux terroristes islamistes, mais à tous les musulmans et à leur religion puisqu'à Mahomet.

C'est mon avis, mais ça se discute. Par contre ce qui est indiscutable c'est que le sacro-saint droit à la liberté d'expression n'a pas joué pour Dieudonné. Après son sketch, une véritable tornade médiatique et politique s'abattit sur lui.

Citons quelques titres : "le scandale Dieudonné et le nouvel antisémitisme" (le Monde), "Dieudonné, enquête sur un antisémite (N;Obs), "le nouveau dérapage de Dieudonné" (Aujourd'hui)... Même l'Humanité se crut obligée d'y mettre du sien.

On était en pleine campagne contre l'antisémitisme, qui atteignit le paroxysme avec l'affaire Marie Leblanc cette jeune mythomane qui avait monté tout un scénario de soi disant agression antisémite. Et le

ridicule envahit les ondes, la presse les ministères et le président de la République. C'était le temps où le ministère de l'intérieur publiait son baromètre des actes antisémites en France, dus d'ailleurs à l'extrême droite ou à des déséquilibrés. Israël, par la bouche de Sharon, accusait la France d'antisémitisme et appelait les juifs à rejoindre Israël.

L'antisémitisme est évidemment détestable, mais il ne faut pas l'instrumentaliser pour nous faire avaler l'ignoble politique d'Israël soutenu pour le EU. Ce que font trop pouvoir et médias.

Pour cette mauvaise cause, on a intrumentalisé Dieudonné. Qui a été soumis à un véritable lynchage médiatique et à son éviction des médias télévisés. Récemment encore, un texte signé Finkielkraut le désignait comme le "pilote de l'antisémitisme" dans un article puant de racisme et qui lui a été très facilement pardonné. C'était au moment des révoltes de banlieues. Récemment encore, Christiane Taubira est montée au créneau, une vingtaine aussi, qui ont signé un texte dénonçant "les démons français".

Qui a été le chef d'orchestre d'une telle persécution ? Il y a c'est évident un lobby israélien en France. Alain Ménargues, viré de RFI, en a aussi fait les frais et s'est fait traité d'antisémite à propos de son livre "le Mur de Sharon".

**Remarquons que Dieudonné n'a jamais été condamné par un tribunal malgré le nombre de prodès que certain lui ont intenté.** Dieudonné a eu pourtant un mérite : il a mis sur le devant de la scène, avant les évènements des banlieues, le problème noir en France et plus généralement celui du racisme alors que peu de gens s'en préoccupaient. Ce n'est pas rien !